

La solution d'urgence pour Uber est un moment de vérité pour le gouvernement de Bruxelles

BRUZZ – SVG – 9 DEC 21

traduction libre de l'article de Bruzz avec DeepL.com

<https://www.bruzz.be/politiek/noodoplossing-uber-moment-van-de-waarheid-voor-brusselse-regering-2021-12-09>

Le gouvernement bruxellois cherche fébrilement une solution pour que les chauffeurs Uber puissent à nouveau travailler. Quel est l'enjeu ? Le gouvernement peut-il tomber ? Quelles solutions existe-t-il ? Steven Van Garsse, directeur politique, explique.

Comment le gouvernement de Bruxelles s'est-il retrouvé dans cette situation ?

Le 23 novembre 2021, la Cour d'appel a rendu un arrêt qui a mis fin à sept années de querelles politiques sur la place d'Uber dans le paysage des taxis bruxellois. Uber échappe à la loi sur les taxis à Bruxelles, dit le tribunal. C'est frauduleux. Uber doit verser 1 million d'euros à Taxis Verts, la société qui a porté l'affaire devant les tribunaux. Uber a rapidement décidé de retirer l'application de la circulation. On estime que 2 000 chauffeurs Uber sont désormais sans emploi.

Le gouvernement de Bruxelles n'avait-il pas approuvé un plan de taxis pour résoudre ce problème ?

En effet, il l'avait fait. La semaine dernière, le gouvernement bruxellois a approuvé un avant-projet d'ordonnance qui accorde aux taxis-plateformes une place aux côtés des taxis conventionnels. Cela devrait mettre fin à la concurrence déloyale.

Problème résolu ?

Pas entièrement. Le diable est, comme souvent, dans les détails. Il n'y a pas encore de consensus au sein du gouvernement sur le numerus clausus. C'est-à-dire, combien de taxis sont autorisés à circuler ? Ce n'est pas une mince affaire, car plus le nombre de taxis autorisés augmente, plus la part de marché du secteur des taxis existant diminue. Il y a donc aussi des intérêts économiques en jeu.

En outre, la question de la transférabilité des licences de taxi existantes fait toujours l'objet de discussions. Un commerce de ces produits s'est développé, entraînant une spéculation. Il a maintenant été convenu que les nouvelles licences de taxi ne seront plus transférables. Le deuxième problème, encore plus important, est le timing. L'avant-projet de décret doit encore passer par toutes sortes d'instances. Il faudra des mois avant qu'elle n'entre en vigueur. Pendant ce temps les taxis Uber ne peuvent pas rouler.

D'où l'ordonnance d'urgence ?

C'est exact. Les partis gouvernementaux néerlandophones et Défi ont présenté au Parlement une ordonnance-sparadrapp (une "ordonnance de fortune", ndlr). Cela devrait permettre aux taxis Uber de continuer à rouler. Temporairement, jusqu'à ce que le règlement final soit en place. L'ordonnance proposée est juridiquement instable. C'est ce qui ressort d'un avis provisoire du Conseil d'État. Elle note, entre autres, que le principe d'égalité est violé. Les députés ont donc encore du travail à faire pour mettre de l'ordre sur le plan constitutionnel, sans quoi les attaques juridiques seront à nouveau imminentes.

Cette solution d'urgence peut-elle être approuvée ?

En principe, oui. Les partis d'opposition MR et N-VA viennent en aide aux partis majoritaires Défi, Groen, Open VLD et One.Brussel-Vooruit. Si un certain nombre de députés de la majorité et de l'opposition s'abstiennent, l'ordonnance d'urgence est approuvée. Ce serait donc avec une majorité de rechange. Cela mettrait la majorité bruxelloise dans une position extrêmement difficile. Une majorité de rechange sur une question aussi sensible est une attaque directe contre le PS et contre le ministre-président Rudi Vervoort (PS), qui est responsable du secteur des taxis. Cela met le gouvernement en danger.

Le gouvernement peut-il tomber ?

Le gouvernement de Bruxelles est un gouvernement de législature. Il est donc en fonction jusqu'aux prochaines élections de 2024. Cependant, une motion de censure peut être votée au parlement contre ce gouvernement. Il doit y avoir une majorité pour cela, et une majorité dans les deux groupes linguistiques.

Peut-on en arriver là ?

Il y a peu de chance. La motion de censure n'est possible que si un gouvernement alternatif peut être mis en place. Il faut une majorité pour cela, et un nouvel accord de coalition doit être négocié. Ecolo a clairement fait savoir qu'il n'était pas prêt pour cela. Plus que cela, le parti s'accroche au PS, même si les Verts souhaitent également une solution rapide pour les chauffeurs Uber. Avec un parti Ecolo scotché au PS, une majorité alternative au parlement de Bruxelles est virtuellement impossible.

Et maintenant ?

Maintenant, c'est le ministre-président Rudi Vervoort qui est à la manœuvre (avec Ahmed Laaouej, président du PS bruxellois, dans le dos - ndlr) . Il promet une solution que sa majorité peut soutenir. Cela devrait être fait au plus tard jeudi soir. Il s'agirait, apprend-on, d'un plan taxi light, conforme à l'avant-projet déjà approuvé, mais soutenu par les députés de la majorité, et non par le gouvernement. Vervoort subit une pression énorme, car un changement de majorité au sein de la commission des affaires intérieures est imminent.

De plus, Vervoort doit concilier l'eau et le feu. Le PS et Ecolo s'opposent bec et ongles à toute forme d'*ubérisation*. Défi et les partis néerlandophones ont en revanche soumis une proposition qui donne les coudées franches à Uber. C'est donc une période tendue pour le gouvernement bruxellois de Rudi Vervoort.